



Pour lire nos documents de référence et la version malgache de nos lettres, consultez notre blog à l'adresse : <http://Madagascar-Resistance.blog4ever.com>

Madagascar Résistance

Lettre numéro 31 - septembre 2010

Attention aux Iles Eparses !

Ceux qui défendent les intérêts vitaux de Madagascar doivent voir plus loin que ce qu'on agite sous leurs yeux. Les coups d'Etat survenus en Amérique latine, en Asie ou en Afrique, ont de nombreux points communs.

Le premier point est que les coups d'Etat surviennent dans des pays où une grande puissance a des intérêts importants. Ces intérêts peuvent être économiques ou géostratégiques.

Le deuxième point est que le coup d'Etat survient lorsque le dirigeant du pays concerné émet le désir, soit de renégocier les accords passés avec la grande puissance afin d'obtenir plus d'avantages pour son pays, soit de rechercher de nouveaux partenaires. Ainsi, jusqu'à un passé récent, les Etats-Unis ont été à l'origine des coups d'Etat survenus en Amérique latine afin de préserver les intérêts de leurs sociétés multinationales, ou d'écarter des leaders politiques jugés trop « progressistes », notamment avant la chute du bloc de l'Est. Le président Hugo Chavez du Venezuela a bien failli être l'une des dernières victimes de cet hégémonisme US. Heureusement pour lui et ceux qui l'avaient élu, **les Etats d'Amérique latine ont réussi, après avoir subi pendant plus d'un siècle cette impitoyable domination politique et économique des Etats-Unis, à se rassembler dans un bloc politique et économique qui est aujourd'hui en mesure de protéger efficacement ses membres.** L'Afrique est encore actuellement dans la situation où se trouvait auparavant l'Amérique latine. L'Union Africaine et les différents regroupements régionaux qui ont vu le jour au Maghreb, en Afrique de l'Ouest, en Afrique de l'Est et en Afrique Australe n'ont pas encore atteint le degré d'intégration économique suffisant qui pourrait se traduire par une solidarité politique et militaire suffisamment forte pour dissuader une grande puissance de s'en prendre à l'un de leurs membres.

Le troisième point commun aux coups d'Etat est l'utilisation des rivalités politiques au sein du pays concerné comme d'un leurre pour cacher l'enjeu réel. Ces rivalités politiques sont sciemment exacerbées et font office de tissu rouge que l'on agite devant les yeux du taureau afin de le mettre en position favorable pour sa mise à mort. Trop occupés à prendre le pouvoir ou à le garder, les politiciens locaux se déchirent et perdent ainsi de vue les intérêts à moyen et à long terme de leur pays. Situation qui est mise à profit par la grande puissance pour consolider ses intérêts présents et à venir.

POURQUOI PARLER DES ILES EPARSEES ?

Parce qu'il est fort possible qu'au-delà de la défense classique des intérêts immédiats des sociétés françaises, des raisons plus importantes encore aient été à l'origine du durcissement de la politique française contre le désir d'émancipation de Madagascar.

La grande puissance qui, à l'instar des Etats-Unis pour l'Amérique Latine, a des intérêts à la fois économiques et géostratégiques importants dans le sud-ouest de l'Océan Indien est la France. Ce fait, ainsi que son attitude ambiguë au sein de la communauté internationale et son appui difficile à cacher au pouvoir de fait qui s'est instauré à Madagascar, la désignent comme le deus ex machina du coup d'Etat survenu dans la Grande Ile. Mais pour quelle(s) raison(s) ?

Si l'on en croit les précédents en Afrique continentale cités par l'association « Survie », les troubles aboutissant à l'éviction d'un chef d'Etat en place ont régulièrement servi à protéger les intérêts des sociétés comme Bouygues, Total ou Areva. **Or, avant le coup d'Etat, les grandes entreprises françaises comme Total, Orange, Colas ou Bolloré n'avaient pas lieu de se plaindre.** Par ailleurs, les banques françaises exerçaient un quasi monopole depuis leur rachat des banques malgaches, suite à la privatisation exigée par les bailleurs de fonds. Soixante pour cent des entreprises opérant à Madagascar étaient françaises. Mais Marc Ravalomanana avait initié la diversification des partenaires économiques avec l'arrivée d'investisseurs canadiens, américains et chinois, alors que l'exploitation des ressources minières et pétrolières entrait dans une phase plus active. La part obtenue par Total dans l'exploitation du pétrole, pourtant conséquente, mais jugée sans doute insuffisante par cette compagnie, est revenue souvent parmi les motifs possibles du coup d'Etat retenus par les analystes. Des appels d'offre dans d'autres domaines auraient aussi échappé aux entreprises françaises, allongeant la liste des motifs possibles du mécontentement français. **Ces raisons sont-elles les bonnes ? Sont-elles suffisantes pour expliquer cette détermination totale de Paris à garder coûte que coûte sous son contrôle les dirigeants présents et à venir de Madagascar ?**

Détournons les yeux du chiffon rouge que constituent les négociations inter-malgaches, entamées depuis plus d'une année, interrompues, reprises, abandonnées pour l'instant, qui monopolisent toute l'attention et toutes les énergies des acteurs nationaux. **Si nous prenons du recul, nous voyons se dessiner les contours d'une grande manœuvre dont l'enjeu n'est ni plus ni moins que mondial** comme le montre l'analyse de Mohammed Hassan, spécialiste de géopolitique et du monde musulman, dans une interview dont nous présentons ci-dessous des extraits. (*Voir encadré et voir l'intégralité de l'interview en annexe sur notre blog*)

Question : Le sort du monde se joue-t-il aujourd'hui dans l'océan Indien ?

« **Surmonté par l'arc de l'Islam (qui va de la Somalie à l'Indonésie en passant par les pays du Golfe et l'Asie centrale), la région est bien devenue le nouveau centre de gravité stratégique de la planète.** »

Question : De Madagascar à la Thaïlande en passant par la Somalie, le Pakistan ou la Birmanie, le bassin de l'océan Indien est particulièrement agité ! Comment expliquez-vous ces tensions ?

« **Les rapports de force à l'échelle mondiale sont en plein bouleversement. Et la région de l'océan Indien se trouve au cœur de cette tempête géopolitique.** »

« **...Comme le prédit le journaliste américain Robert D. Kaplan, proche conseiller d'Obama et du Pentagone, l'océan Indien va devenir le centre de gravité stratégique mondial du 21^{ème} siècle. Non seulement cet océan constitue un passage vital pour le commerce et les ressources énergétiques entre le Moyen-Orient et l'Asie de l'Est, mais il est aussi au cœur de l'axe économique qui se développe entre la Chine, d'une part, et l'Afrique et l'Amérique Latine, d'autre part.** »

Question : L'essor de ces relations commerciales nouvelles signifie-t-il que le Sud est en train de se libérer de sa dépendance à l'Occident ?

« **En effet, certains chiffres donnent le vertige : le commerce Chine - Afrique a été multiplié par vingt depuis 1997. Celui avec l'Amérique Latine par quatorze en moins de dix ans ! L'Inde et le Brésil aussi collaborent plus étroitement avec le continent noir. Sous l'impulsion du développement chinois, les investissements Sud-Sud ont rapidement augmenté. Après avoir été pillé et saccagé durant des siècles, le Sud sort enfin de sa torpeur.** »

Question : Pourquoi tant de pays d'Afrique et d'Amérique Latine se tournent-ils vers la Chine ?

« **Depuis des siècles, l'Occident s'est livré à un véritable pillage des ressources du Sud, empêchant ces pays de se développer, notamment à travers une dette odieuse. Mais la Chine propose de meilleurs prix pour les matières premières et elle investit dans les pays du Sud pour développer des infrastructures, des programmes sociaux ou des projets d'énergie non polluante. Elle a également supprimé les taxes à l'importation sur de nombreux produits africains, ce qui favorise grandement la production et le commerce de ce continent. Enfin, elle a également annulé la dette des pays africains les plus pauvres.**

De plus, contrairement aux puissances occidentales, la Chine n'entend pas s'immiscer dans la politique intérieure de ses partenaires économiques. Lors d'une conférence ministérielle sino-africaine, le Premier ministre chinois Jiabao résumait ainsi la politique de son pays : « Notre collaboration économique et notre commerce s'appuient sur l'avantage réciproque. (...) Nous n'avons jamais posé de conditions politiques à l'Afrique et nous ne le ferons jamais non plus dans le futur. »

« **... Aujourd'hui, Washington cherche donc à contenir l'émergence chinoise pour garder le leadership. Et le contrôle de l'océan Indien est au cœur de cette stratégie. La lutte contre la piraterie somalienne est d'ailleurs un prétexte invoqué pour positionner les forces de l'Otan dans l'océan Indien et préserver un contrôle des puissances occidentales sur ce bassin. Le Japon aussi a entamé la construction d'une base militaire à Djibouti pour lutter contre la piraterie.** »

« **... Enfin, la troisième stratégie chinoise, surnommée « collier de perles », consiste à construire des ports dans des pays amis le long de la côte nord de l'océan Indien. Objectif : disposer d'un trafic maritime autonome dans cette région. Dans cette stratégie, s'inscrit la construction au Pakistan du port en eaux profondes de Gwadar. Ce type de port est particulièrement adapté au trafic de bateaux containers et la Chine devrait en construire d'autres, notamment en Afrique. Il faut savoir que certains des bateaux containers acheminant des marchandises vers la Chine depuis l'Amérique latine sont trop gros pour rejoindre l'océan Pacifique via le canal de Panama. Ils passent donc par l'océan Atlantique, puis par l'océan Indien avant de rejoindre la Chine. Durant ce périple, ils ne devraient plus nécessairement transiter par l'Europe comme maintenant et rejoindre l'océan Indien à travers le canal de Suez. Dans le cadre de l'axe Sud - Sud, ces bateaux containers pourraient plutôt transiter par l'Afrique en reliant l'Amérique Latine et l'Asie. Ceci aurait de grandes conséquences pour l'Afrique. Des pays comme le Mozambique, la Somalie, l'Afrique du Sud ou Madagascar pourraient rejoindre ce grand réseau de l'océan Indien. Si l'on y développe de nouveaux ports comme celui de Gwadar, cela provoquerait un boom économique considérable dans cette région d'Afrique. Parallèlement, les activités des grands ports européens comme Marseille ou Anvers déclinent. Connecter l'Afrique au marché asiatique grâce à l'océan Indien serait une véritable aubaine pour le continent noir. Nelson Mandela, lorsqu'il était président de l'Afrique du Sud, souhaitait voir aboutir ce projet mais les Etats-Unis et l'Europe s'y opposèrent. Aujourd'hui, la Chine a les moyens de prendre les devants. Cet axe Sud-Sud se met en place : les pays du tiers monde échappent aux divisions instaurées entre eux et coopèrent de plus en plus. Le monde est en plein bouleversement ! »**

Dans notre prochain numéro, nous présenterons à nos lecteurs le rapprochement que nous avons effectué entre cette analyse de Mohammed Hassan et les différentes mesures prises par le gouvernement français depuis 2005, concernant cette région de l'Océan Indien. Nous en sommes arrivés à la conclusion que décidément, la raison véritable de l'éviction forcée d'un chef d'Etat d'un pays encore sous influence doit être souvent recherchée à l'extérieur du pays concerné et non à l'intérieur. **Attention aux Iles Eparses !**

Les Inconditionnels de Madagascar,
À l'Île de la Réunion